



Eire Eco

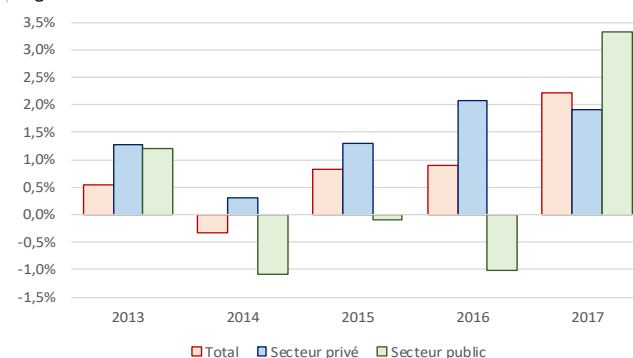
Septembre 2017 – N°33

© DG Trésor - Sources : Department of Finance, CSO, CBI, ESRI, Markit, Investec, Department of Energy, EPA, BPII

MACROECONOMIE

Croissance des salaires – Les salaires ont accéléré au deuxième trimestre 2017, atteignant **+2,2%** (contre +1,5% au T1), principalement stimulée par la croissance de l'emploi au premier trimestre 2017 (+3,5% en g.a.). Ce taux de croissance est bien supérieur à l'inflation (0,2%), permettant aux ménages irlandais de bénéficier d'une hausse significative de leurs salaires réels. Cette croissance concerne tous les secteurs à l'exception de la construction (-3,6%). Le secteur public (+3,3%) bénéficie d'une hausse des salaires plus importante que le secteur privé (+1,9%). Ces chiffres tendent à renforcer les prévisions d'une croissance soutenue de la consommation des ménages pour l'année 2017.

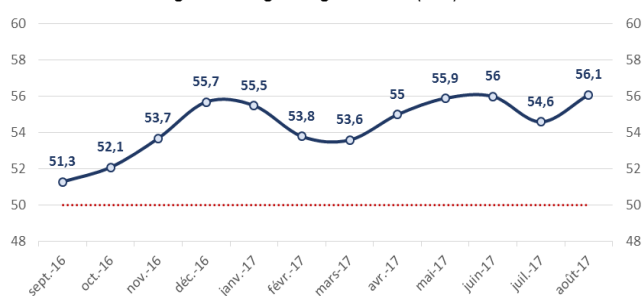
Variation des revenus hebdomadaires au T2 de chaque année
En glissement annuel



Source: CSO

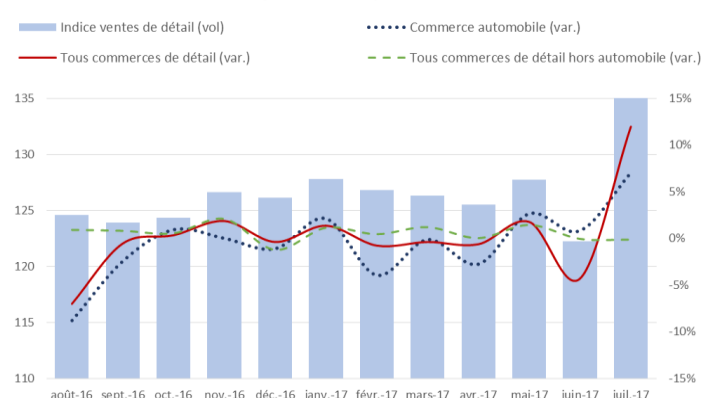
Indice d'activité économique – Le PMI manufacturier s'établit en août à **56,1**, son plus haut niveau depuis 2 ans. Cette forte hausse était assez inattendue compte tenu de la vigueur actuelle de l'euro face à la livre sterling et au dollar. Elle est le résultat d'une hausse des carnets de commandes venant à la fois de clients existants et de nouveaux clients, d'un optimisme sur les perspectives de croissance et s'inscrit dans un contexte plus large de reprise économique de la zone euro. Le PMI des services a quant à lui augmenté de façon marginale en août, à **58,4** (+0,1).

Indice PMI - secteur manufacturier
Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)



Indice des ventes de détail – Les ventes de détail (en volume) ont progressé de **11,9%** en juillet par rapport à juin, l'indice s'établissant à **136,6**. Ces résultats reflètent principalement l'augmentation des ventes de voitures neuves (+7%) : le début de la seconde période d'enregistrement des plaques d'immatriculation pour 2017 (1^{er} juillet – 31 décembre) entraîne une augmentation saisonnière des ventes. Les ventes de détail hors-automobiles au mois de juillet sont quant à elles en recul de **0,2%** par rapport au mois précédent, mais en hausse de **7%** sur un an. Cette forte croissance annuelle a été stimulée par une baisse de **3,5%** des prix (hors automobile) sur la même période, soit la plus forte baisse en 7 ans. Avec environ un tiers des biens importés du Royaume-Uni, la faiblesse de la livre sterling face à l'euro permet aux consommateurs irlandais de bénéficier d'une hausse de pouvoir d'achat.

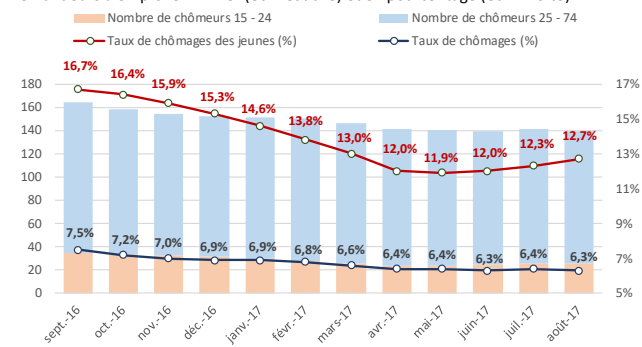
Evolution des ventes de détail en Irlande
Indice du volume des ventes au détail (Base 100 = 2005) et variation mensuelle en %



Chômage – Le taux de chômage irlandais s’est établi à **6,3%** de la population active en août 2017, en légère baisse par rapport à juillet (6,4%). En revanche, le taux de chômage des jeunes (15 - 24 ans) connaît quant à lui une hausse de 0.4pp sur le mois d’août, s’établissant à **12,7%** - en augmentation pour le troisième mois consécutif. Bien que la situation du marché du travail s’améliore de façon structurelle en Irlande, le taux de chômage des jeunes reste élevé et a enregistré chaque mois une augmentation depuis mai 2017.

Evolution du chômage en Irlande

Demandeurs d'emploi en millier (ech. Gauche) et en pourcentage (ech. Droite)



Source: CSO

FINANCE PUBLIQUES

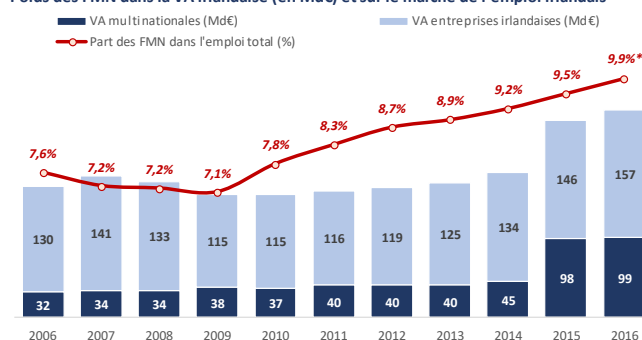
Exécution budgétaire - Selon le ministère des Finances irlandais, le budget de l’Etat central (*Exchequer*) était en excédent de **1,8 Md €** fin août, sur les 8 premiers mois de 2017. A titre de comparaison, l’*Exchequer* était en déficit de 329 millions € sur la même période l’année dernière. Cette amélioration de 2,1 Mds € par rapport à l’an dernier tient principalement de la vente par l’Etat de 28% de ses parts dans la banque AIB en juin dernier. En revanche, les recettes fiscales ont été plus faibles que prévu : le gouvernement a collecté près de **30,5 Mds €** sur la période, soit 209 millions € (0,7%) de moins que sa cible (mais 1,4 Md €, soit 5%, de plus que l’année dernière). L’impôt sur le revenu, la source de revenus la plus importante de l’Etat, était de 12,2 Mds €, soit 1,8% (221 millions €) de moins que prévu. Selon le ministère des Finances, ce manque à gagner serait dû à une défaillance de son modèle de prévisions fiscales pour la « *universal social charge* » (équivalent de la CSG), qui aurait surestimé l’effet de la croissance des salaires sur l’impôt. En revanche, les recettes provenant de la TVA ont été meilleures que prévues, à 9 Mds € (+1,1%), reflétant la consommation soutenue des ménages.

Budget 2018 – L’*Irish Fiscal Advisory Council* – (IFAC) a publié sa déclaration préliminaire sur le budget 2018 (*Pre-Budget 2018 Statement*), soulignant une amélioration de l’état des finances publiques mais mettant en garde contre certains risques persistants. Selon l’IFAC, le budget devrait retrouver l’équilibre en 2018, le ratio dette/PIB serait en diminution et les taux d’intérêt à court terme ainsi que les prévisions de croissance resteraient favorables. Néanmoins, le niveau absolu de la dette publique reste élevé, et les risques extérieurs (Brexit, négociations internationales sur la fiscalité) importants. De plus, les risques de « surchauffe » de l’économie irlandaise pourraient se matérialiser dans un futur proche. Par ailleurs, bien que le ministère des Finances ait estimé la marge de manœuvre budgétaire (*fiscal space*) disponible pour 2018 à 1,7 Md €, les mesures précédemment annoncées par le gouvernement ainsi que l’accord sur l’augmentation des salaires dans le secteur public (qui doit encore être approuvé par les syndicats) réduisent cette marge de manœuvre à environ 500 millions €. L’IFAC souligne notamment qu’une augmentation imprévue des recettes fiscales ou une baisse des taux d’intérêts ne doit pas être utilisée pour financer des mesures budgétaires permanentes. Concernant le « *Rainy Day Fund* » (fonds contra-cyclique en que le précédent gouvernement avait proposé de mettre en place à partir de 2019), l’IFAC souligne qu’il peut être utile pour assurer une croissance durable et une bonne gestion des finances publiques mais le Conseil attend du gouvernement qu’il précise ses modalités de fonctionnement.

INVESTISSEMENT ET COMPETITIVITE

Entreprises Multinationales – L’agence nationale de la statistique irlandaise (CSO) a récemment publié son rapport annuel sur le poids des entreprises multinationales (FMN) dans la valeur ajoutée (VA) irlandaise. Les FMN ont créé **98,5 Mds€** de VA en Irlande, soit près de **39%** de la VA totale du pays alors qu’elles emploient moins de 10% de la force de travail. Ces chiffres soulignent l’importance des entreprises étrangères dans l’économie nationale. La croissance de la VA des entreprises domestiques a en revanche connu une croissance plus rapide que celle des FMN entre 2015 et

Poids des FMN dans la VA irlandaise (en Md€) et sur le marché de l'emploi irlandais



Source : CSO * Calcul du SE à partir des chiffres de l'IDA

2016 (respectivement 5,3% et 4,9%).

BREXIT

Commerce – Les négociations sur le Brexit et ses premiers effets ont augmenté la pression sur l'Irlande au mois d'août. *Intertrade Ireland* et l'*ESRI (Economic and Social Research Institute)* ont publié un rapport sur l'impact potentiel d'un retour aux barrières tarifaires et non-tarifaires de l'OMC sur le commerce entre la République d'Irlande, l'Irlande du Nord et la Grande Bretagne. Le scénario envisagé est celui d'un « hard Brexit », c'est-à-dire d'une sortie du Royaume-Uni de l'UE sans nouvel accord commercial entre les deux parties. Les principaux résultats de l'étude montrent que les produits les plus impactés par ces barrières seraient les produits agro-alimentaires, les vêtements et le tabac. Le lait et la viande seraient particulièrement concernés, alors même que ces deux produits constituent une part très importante des exportations irlandaises et nord irlandaises. Selon les estimations de l'étude, ces barrières commerciales réduiraient le commerce transfrontalier d'environ 16%. Par ailleurs, les variations du taux de change euro - livre sterling inquiètent de plus en plus les exportateurs irlandais. Selon l'*Ibec* (association d'entreprises irlandaises), les effets négatifs sur les exportateurs irlandais deviennent importants lorsque le taux de change de la livre par rapport à l'euro est supérieur à 0,9. Ce seuil a été dépassé le 3 août dernier et les analystes prévoient une parité entre l'euro et la livre sterling au premier trimestre 2018. Le Ministre irlandais des Affaires étrangères, Simon Coveney, a rencontré le négociateur en chef de la Commission européenne, Michel Barnier pour une consultation sur la « vulnérabilité unique » de l'Irlande face aux conséquences du Brexit. Il a réaffirmé la solidarité du pays avec les autres Etats-membres et renouvelé son soutien à l'approche par « phases » des négociations.

SECTEUR FINANCIER

Crédits immobiliers – Selon un récent rapport de la *Banking Payment Federation Ireland*, le montant des prêts hypothécaires accordés en juillet 2017 a atteint 853 millions €, soit une augmentation de 23% par rapport à juillet 2016. Les banques irlandaises ont ainsi approuvé 8,6 Mds € de prêts immobiliers sur les 12 derniers mois, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis 2009. Le montant moyen d'un prêt s'établissait à 215 000 € en juillet 2017, en hausse de 5,4% par rapport à l'année dernière. Sur les 7 premiers mois de 2017, les prêts hypothécaires ont augmenté de 45% sur un an. Ces résultats laissent présager une nouvelle hausse des prix de l'immobilier, nourrissant ainsi la crise du logement. Selon la Banque centrale irlandaise, l'encours net des prêts immobiliers a néanmoins diminué de 38 millions € sur un mois et de 377 millions € sur l'année (-0,5%).

Permanent TSB – La Banque centrale européenne a infligé une amende de 2,5 millions € à la banque irlandaise Permanent TSB (PTSB) pour ne pas avoir respecté ses exigences en matière de liquidités entre octobre 2015 et avril 2016. C'est la première fois que la BCE inflige une telle amende depuis qu'elle a pris la responsabilité de supervision de la zone euro en 2014. PTSB a justifié cette violation par une mauvaise interprétation des nouvelles règles bancaires européennes. La banque reste détenue par l'Etat irlandais à hauteur de 75% et son taux de prêts non performants (NPL) s'élève à environ 28% de ses encours totaux, soit presque autant que l'année dernière. Sous la pression de la BCE et de la Banque centrale irlandaise pour assainir son bilan, PTSB a proposé, pour les « petits » débiteurs en défaut de paiement qu'elle considère comme insolvable et qui acceptent de vendre leur bien immobilier, d'annuler entièrement leur dette contre le produit de la vente. Depuis la crise, il s'agit de la première initiative de la part d'une des banques traditionnelles irlandaises pouvant donner lieu à des annulations de dette. Il est probable que d'autres banques imitent PTSB.

Evolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Production							
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,6	180,3	194,5	262,0	275,6
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	0,0%	-1,1%	1,1%	8,5%	26,3%	5,1%
Indice de production industrielle - m.a. (Base 100 = 2010)	100,0	100,1	98,9	96,4	119,7	165,8	
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	98597
<i>En % de la VAB totale</i>	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	38,6%
Compte courant							
Exportations de marchandises (en Md€)	90,9	93,2	93,5	89,2	92,6	112,4	116,9
Importations de marchandises (en Md€)	48,7	53,0	56,2	55,8	62,2	70,1	69,6
Solde commercial (en Md€)	42,2	40,2	37,3	33,4	30,5	42,3	47,3
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%
Evolution des prix							
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-18,7%	-9,2%	-0,8%	13,0%	8,7%	12,0%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-18,4%	2,2%	16,2%	19,7%	3,9%	5,7%
Population							
Population	4 554 800	4 574 900	4 585 400	4 593 100	4 609 600	4 635 400	4 673 700
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,2%	0,2%	0,4%	0,6%	0,8%
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100
Marché du travail							
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	60,3%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%
Nombre de personnes employées par les multinationales	154 282	159 391	165 912	172 850	179 384	187 000	199 877
<i>En % de l'emploi privé total</i>	10,1%	10,6%	11,0%	11,1%	11,3%	11,4%	11,9%
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	
Revenu disponible brut des ménages (M€)	86 261	84 723	84 405	83 911	86 088	94 194	
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-5,2%	-1,8%	-0,4%	-0,6%	2,6%	9,4%	
Consommation et investissement							
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-1,0%	-0,8%	1,7%	4,5%	3,0%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	11,7%	-5,4%	18,2%	32,7%	45,5%
Secteur financier							
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%
Encours de crédit total aux ménages - (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7
Gouvernement							
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,4
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,4
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,5%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-1,9%
Dette publique (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,6%	119,4%	104,5%	76,9%	72,8%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	274,6%
Politique énergétique							
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :							
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	
<i>Gas naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	
Energies renouvelables	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	

Evolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17
Production													
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)		68,75			72,93			71,51					
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>		6,2%			7,2%			7,4%					
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2010)	150,0	158,5	154,7	177,2	159,9	163,9	143,4	144,2	157,0	161,2	149,3	152	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	120,9	126,8	119,8	122,9	122,4	126,2	123,0	124,8	119,8	121,6	120,2	122,1	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	163,5	187,2	186,0	214,4	197,6	203,2	145,3	135,7	184,1	187,1	174,6	183,8	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	51,7	51,3	52,1	53,7	55,7	55,5	53,8	53,6	55	55,9	56	54,6	56,1
Purchasing Managers Index - Services	59,7	56,2	54,6	56	59,1	61	60,6	59,1	61,1	59,5	57,6	58,3	58,4
Purchasing Managers Index - Construction	58,4	58,7	62,3	59,8	58,9	55,7	57,9	60,8	61,3	63,6	58,2	56,6	
Compte courant													
Exportations de marchandises (en Md€)	10,6	10,1	10,3	10,3	10,1	10,6	10,9	10,8	9,5	10,2	9,4		
Importations de marchandises (en Md€)	5,8	6,5	5,6	6,7	6,4	5,5	6,6	5,8	6,4	5,9	5,8		
Solde commercial (en Md€)	4,7	3,6	4,6	3,6	3,7	5,0	4,3	5,0	3,1	4,3	3,7		
Balance courante trimestrielle (en Md€)		1,154			2,360			8,570					
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)		1,7%			3,2%			12,0%					
Evolution des prix													
Inflation CPI (% MoM)	-0,2%	-0,4%	-0,5%	-0,1%	0,0%	-0,5%	0,6%	0,6%	0,4%	-0,2%	0,1%	0%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	1,3%	0,8%	0,7%	1,5%	-0,2%	0,9%	0,4%	0,1%	1,6%	0,5%	0,7%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	1,5%	1,6%	0,2%	1,2%	-0,7%	0,5%	0,2%	0,7%	-0,8%	2,8%	2,1%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,7%	1,9%	0,9%	0,0%	0,3%	0,0%	1,2%	0,3%	0,5%	0,1%	0,8%	0,4%	
Marché du travail													
Nombre de chômeurs	173 200	164 400	157 900	153 700	152 000	151 300	149 800	146 000	141 800	140 600	139 900	141 100	
<i>Taux de chômage global</i>	7,9%	7,5%	7,2%	7,0%	6,9%	6,9%	6,8%	6,6%	6,4%	6,4%	6,3%	6,4%	6,3%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	17,3%	16,7%	16,4%	16,0%	15,4%	14,6%	13,7%	13,0%	12,0%	11,8%	12,0%	12,3%	12,7%
Salaire horaire moyen (var YoY, 4T roulants, en%)		0,2%			0,6%			0,6%				0,7%	
Consommation et investissement													
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)		0,7%			0,7%								
Investissement (variation trimestrielle en %)		-1,5%			85,7%								
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	5,1%	4,2%	4,4%	6,0%	4,4%	3,6%	1,9%	3,1%	1,5%	3,2%	10,6%	-5,1%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	5,1%	4,3%	4,5%	6,0%	4,6%	3,6%	1,5%	3,3%	1,3%	3,8%	4,4%	2,1%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	6,9%	4,6%	3,8%	6,1%	6,9%	1,0%	-4,6%	-3,6%	-6,1%	-2,3%	-2,1%	-6,4%	
Secteur financier													
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	2,4%	2,9%	2,4%	2,0%	2,3%	2,0%	2,8%	3,1%	3,5%	3,1%	3,8%	3,2%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	0,2%	1,3%	-2,1%	-0,1%	1,3%	1,4%	2,3%	1,4%	2,1%	2,1%	3,4%	2,8%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	-1,9%	-1,9%	-1,5%	-1,3%	-1,1%	-0,8%	-0,6%	-0,5%	-0,4%	-0,2%	-0,1%	0,1%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	-2,0%	-1,9%	-1,7%	-1,6%	-1,3%	-1,2%	-1,0%	-0,8%	-0,8%	-0,7%	-0,6%	-0,5%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	-5,5%	-5,2%	-4,2%	-4,1%	-3,0%	-4,1%	-4,7%	-3,8%	-3,4%	-3,7%	-2,0%	-3,3%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 170,4	6 034,8	5 912,8	6 215,8	6 517,2	6 392,4	6 546,3	6 658,6	6 860,8	6 946,6	6 827,60	6 649,39	
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,431%	0,330%	0,651%	0,879%	0,772%	1,181%	0,876%	0,993%	0,855%	0,770%	0,878%	0,855%	0,697%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dgtresor.gouv.fr).

Auteur : Service Economique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Brice REGUIMI
Revu par : Pierre MONGRUE

Version du 06/09/2017